

LES ENTREPRISES EN REGION : BILAN 2024 ET PERSPECTIVES 2025

Février 2025

Période de collecte : du vendredi 18 novembre 2024 au mardi 10 janvier 2025

Adaptation et résilience :

Les clefs de l'espoir économique régional face à l'incertitude

Confrontés aux conséquences de l'inflation, à l'incertitude politique et réglementaire engendrée par la situation nationale et un contexte international complexes, les dirigeants ont dû faire face à de nombreux défis. Toutefois, les processus s'adaptent progressivement au sein des entreprises, permettant ainsi à l'économie néo-aquitaine de démontrer à nouveau sa capacité de résilience. Une légère amélioration de l'activité se profile pour 2025, son ampleur comme son périmètre restent cependant entourés d'aléas.

CONTEXTE NATIONAL	2
CHIFFRES CLEFS	3
SITUATION RÉGIONALE	4
MÉTHODOLOGIE	13
PUBLICATIONS DE LA BANQUE DE FRANCE	14
MENTIONS LÉGALES	15

Contexte National

Contexte national : l'économie française face à l'incertitude politique et économique

Après un début de décennie marqué par une succession de chocs (Covid-19, invasion de l'Ukraine par la Russie, crise énergétique, crise inflationniste), l'économie mondiale a résisté en 2024 et l'inflation a continué de refluer. Ainsi selon le FMI ([WEO de janvier 2025](#)), le PIB mondial augmenterait de 3,2 % en 2024. En ce qui concerne la Zone Euro, la croissance du PIB s'établirait à 0,8 % en 2024, après une hausse de 0,4 % en 2023.

En France, sur l'ensemble de l'année 2024, la croissance du PIB s'établit à 1,1 % d'après les plus récents comptes nationaux trimestriels. Cela confirme le diagnostic selon lequel l'économie française parvient à résister malgré le choc inflationniste des dernières années et dans un contexte d'incertitude politique et de haut niveau de déficit public. La résilience de l'activité s'explique par le dynamisme du secteur des services notamment dans l'hébergement restauration, l'information communication ainsi que dans les services aux entreprises et aux ménages. Ces secteurs ont fortement bénéficié d'un effet J.O.P. de Paris dont on estime l'impact macroéconomique à +1/4 point de croissance au troisième trimestre avec un contrecoup négatif au quatrième trimestre. La valeur ajoutée de l'industrie manufacturière a connu une baisse en 2024, les sous-secteurs des biens d'équipements et surtout des matériels de transport ont subi une importante diminution de leur valeur ajoutée. La crise du secteur de la construction s'est poursuivie en 2024 ; pour la première fois depuis plus de 50 ans les ventes et les prix baissent simultanément deux années de suite, dans un contexte de taux d'emprunt élevés.

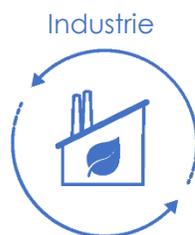
Selon les [projections macroéconomiques](#) publiées par la Banque de France en décembre 2024, l'activité resterait ralentie en 2025 avant de se raffermir ensuite. En 2025, La demande intérieure serait affectée non seulement par les mesures de consolidation budgétaire, mais aussi par le contexte de forte incertitude qui les entoure. En 2026, la croissance annuelle rebondirait, favorisée par la détente des conditions financières. Cette détente permettrait à l'investissement privé de contribuer de nouveau positivement à la croissance et la consommation des ménages progresserait à un rythme plus soutenu. En 2027, la croissance annuelle serait proche de celle de 2026.

La situation sur le marché du travail a été particulièrement dynamique depuis la fin de la pandémie. Dans les trimestres à venir, l'emploi s'ajusterait avec retard au ralentissement économique, avec un rattrapage seulement partiel des pertes passées de productivité. Le marché du travail commencerait à entrer dans une phase transitoire de ralentissement, concentrée sur l'année 2025. Le taux de chômage atteindrait un pic inférieur à 8 % en 2025 et en 2026, avant de repartir à la baisse dans le sillage de la reprise de l'activité.

L'inflation totale (IPCH), qui a atteint un pic début 2023, continuerait à refluer : après une moyenne annuelle de 5,7 % en 2023, elle diminuerait fortement à 2,4 % en 2024 et 1,6 % en 2025. Sur l'horizon de prévision, l'inflation s'inscrirait durablement en dessous de 2 %. Le ralentissement des prix serait favorisé par celui des prix de l'alimentation, de l'énergie et des biens manufacturés, tandis que l'inflation dans les services baisserait plus lentement, expliquant un recul plus progressif de l'inflation sous-jacente vers 2 %.

Dans un contexte de net reflux de l'inflation, **l'Eurosystème a entamé une phase d'assouplissement monétaire. En janvier 2025, le taux de dépôt a reculé de 0,25 point de pourcentage pour atteindre 2,75 %.** Il s'agit de la cinquième baisse des taux directeurs depuis juin. Les taux ont reculé au total de 1,25 point de pourcentage depuis leur pic atteint en septembre 2023.

Chiffres clefs



Chiffre d'affaires

2024 : -1.3%
2025 : +2.6%

Exportations

2024 : -0.6%
2025 : +4.2%

Effectifs

2024 : -1.3%
2025 : +0.4%



Chiffre d'affaires

2024 : +0.6%
2025 : +2.5%

Effectifs

2024 : -0.4%
2025 : +0.6%



Production totale

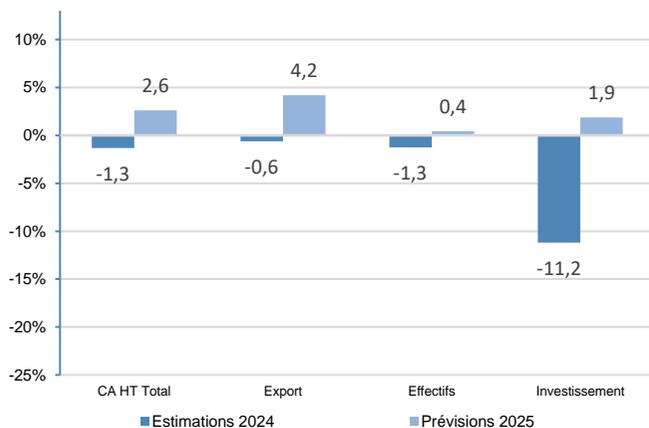
2024 : -2.2%
2025 : -1.7%

Effectifs

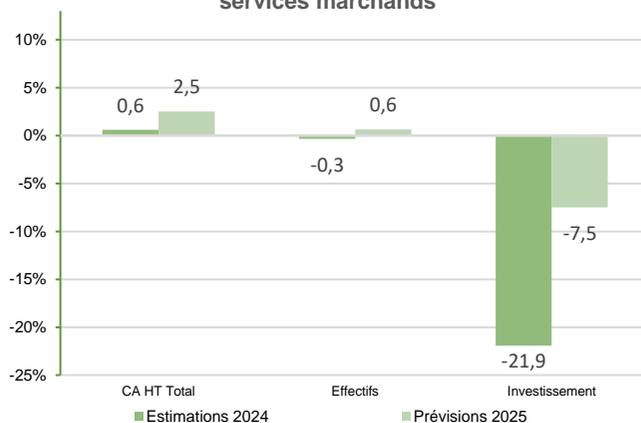
2024 : +0.8%
2025 : -0.4%

Situation régionale

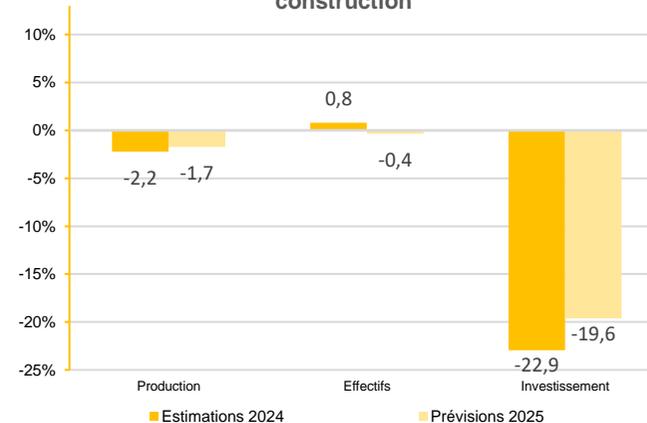
Evolution du chiffre d'affaires dans l'industrie



Evolution du chiffre d'affaires dans les services marchands



Evolution de la production dans la construction



Source Banque de France

Points Clefs

Le chiffre d'affaires de l'industrie régionale se contracte quelque peu mais résiste et les fondamentaux restent solides. Les transformations économiques post-Covid continuent de freiner l'accélération attendue dans les secteurs phares de la région. Globalement, les rythmes d'adaptation varient, créant des situations contrastées d'une filière à l'autre. Dans ce contexte, l'emploi, principalement en intérim, se réduit, bien que certaines industries recrutent activement et proposent des formations spécifiques pour répondre à leurs besoins. Pour 2025, les chiffres d'affaires pourraient s'orienter plus favorablement dans la plupart des segments, forts des commandes en carnet de l'aéronautique et d'une efficacité restaurée de la chaîne de sous-traitance.

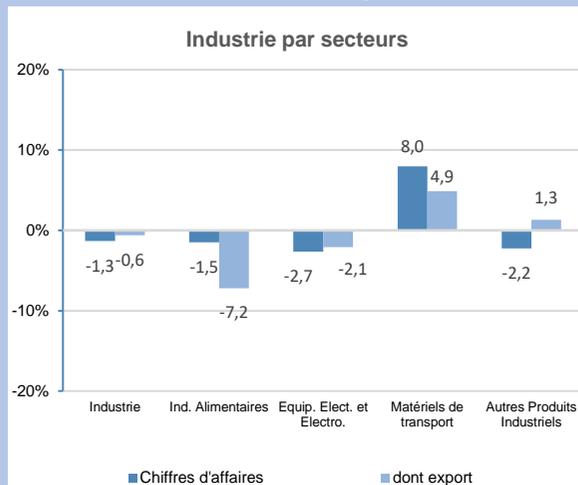
Les services marchands maintiennent une dynamique favorable. Globalement le chiffre d'affaires augmente à un rythme proche du renchérissement des tarifs. Les services à la personne bénéficient du regain de la clientèle touristique, l'évolution est plus heurtée dans les services aux entreprises selon les segments des prestations. Les prestations en 2025 pourraient profiter d'une accélération modérée de la consommation des ménages.

Le recul de l'activité dans le secteur de la construction s'accroît. Le marché du logement neuf, y compris celui des maisons individuelles, demeure très dégradé. Les chantiers de rénovation restent dynamiques mais la concurrence s'accroît, par effet de déport, et les prix des devis se négocient à la baisse. Les carnets de commandes n'affichent pas de signe de renforcement aussi le recul de l'activité se prolongerait pour l'année qui débute.



14,4%
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires, dont export



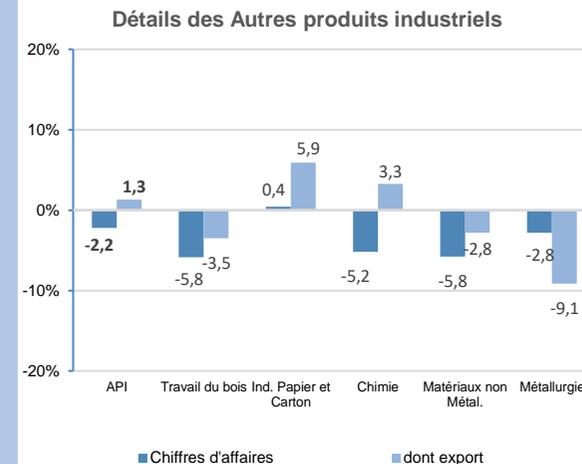
Le matériel de transport progresse de nouveau : l'aéronautique-spatial poursuit sa montée en cadence, freinée toutefois par les tensions persistantes de sa *supply chain*.
À l'opposé, la baisse de l'industrie alimentaire reflète les moindres débouchés à l'export de la fabrication de boissons conjugués au repli de la transformation de fruits-légumes affectée par de mauvaises récoltes. La filière avicole est mieux orientée. Les équipements électriques refluent également, notamment à l'export.

La plupart des branches s'inscrivent en repli.

Chiffre d'affaires, dont export

Après la forte dégradation en 2023, le papier-carton maintient son niveau de chiffre d'affaires soutenu par les débouchés exports : la demande s'est nettement redressée sur le 1^{er} semestre mais fait face depuis quelques mois à une régression de certains marchés. Les plus fortes dégradations de CA émanent principalement des segments fortement corrélés au BTP (filrière bois, fabrication de matériaux, fabrication de structures métalliques). La sous-traitance aéronautique apparaît mieux orientée mais reste contrainte par les difficultés d'approvisionnement et de recrutement.

La tendance globale s'inscrit dans un mouvement baissier.



Bilan 2024

Les effectifs se contractent de nouveau pour la plupart des branches.

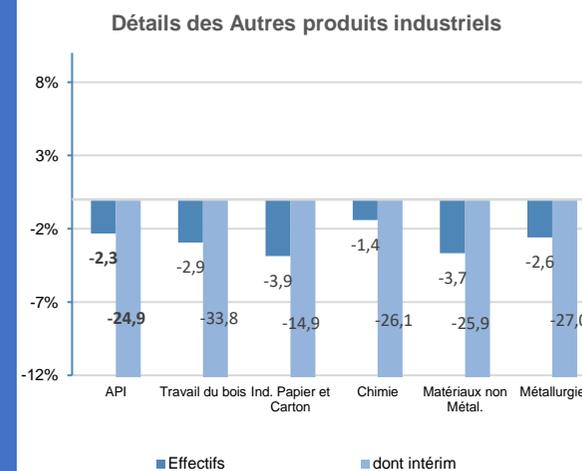
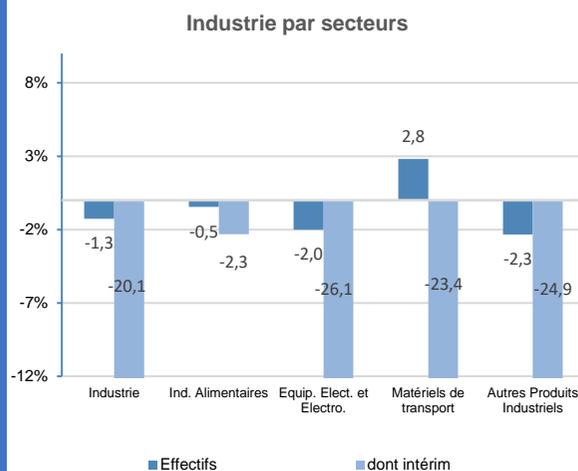
Seule la fabrication de matériels de transport, et plus particulièrement la construction aéronautique, renforce ses effectifs en 2024 afin d'assurer la montée en charge de sa production. Le segment est toutefois confronté à une pénurie de profils qualifiés et certaines entreprises s'associent afin de proposer des formations spécifiques. Les équipements électriques-électroniques et, dans une moindre mesure l'industrie alimentaire, affichent un repli de l'emploi salarié. Le recours à l'intérim recule fortement.

Effectifs, dont intérim

Les segments des API suivent une tendance homogène.

Les autres produits industriels réduisent globalement leurs effectifs, notamment intérimaires. La filière bois, les fabrications de matériaux, les fabrications de structures métalliques, confrontées à un repli de la demande émanant du BTP, ajustent leurs effectifs. La sous-traitance aéronautique, affectée par le déficit de main d'œuvre qualifiée est en revanche freinée dans sa montée en charge. La chimie réajuste ses besoins.

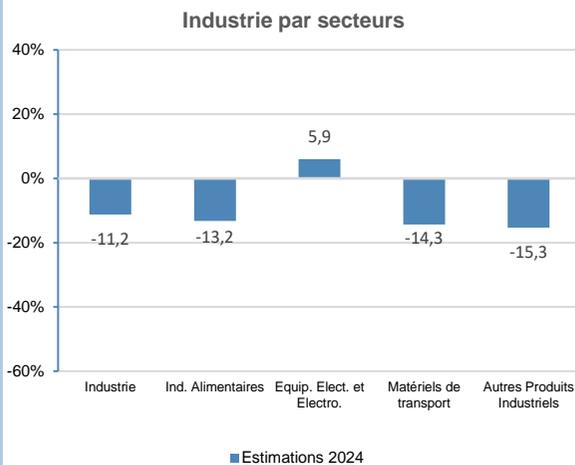
Effectifs, dont intérim





14,4%
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région

Évolution des investissements



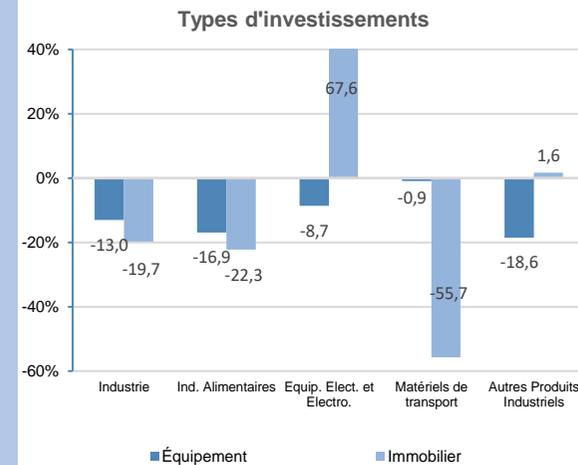
Si les investissements reculent en 2024, ils restent toutefois conséquents en volume. Seuls les équipements électriques électroniques enregistrent une progression modérée. Le matériel de transport, notamment dans sa composante aéronautique, poursuit la mise en œuvre de son plan d'investissement initié pour faire face à la montée en cadence de la production mais à un niveau plus modéré. L'alimentaire et les API s'inscrivent également en repli dans un mouvement d'ensemble.

Les investissements se contractent en 2024.

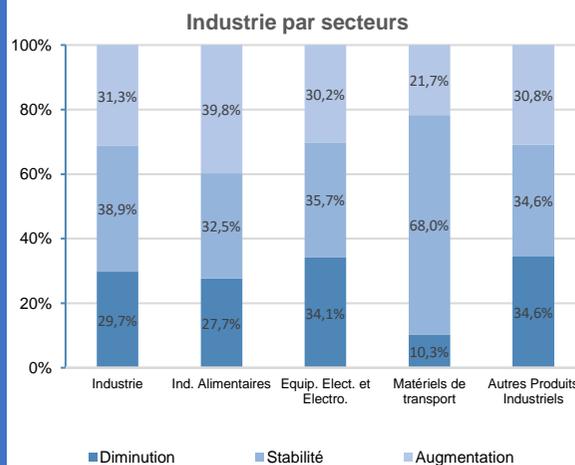
Répartition des investissements

Les investissements réalisés en 2024 reflètent majoritairement une volonté de modernisation de l'outil productif conjuguée à la nécessité de réduire la charge énergétique. L'essentiel des investissements porte sur le renouvellement ou agrandissement de ligne de production, la composante « immobilier » représente seulement 15% de l'enveloppe globale.

L'évolution est relativement homogène.



Bilan 2024



Près du tiers des effectifs est employé dans une entreprise dont la rentabilité progresse.

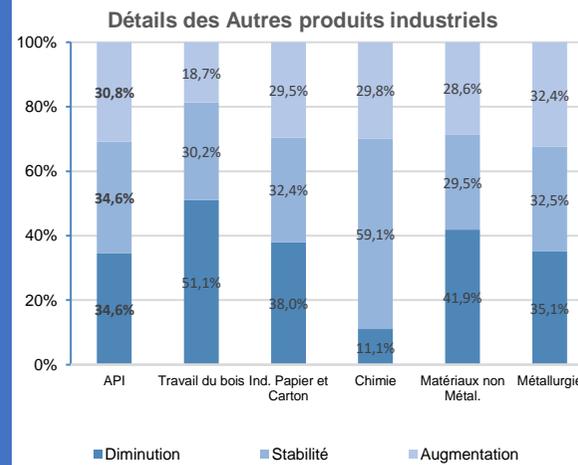
Dans un contexte de recul de l'inflation, les entreprises ont procédé à une évolution modérée de leurs prix de vente (+1,6%). Les revalorisations pratiquées ne compensent que partiellement les hausses de coût y compris salariaux, aussi les rentabilités sont de nouveau malmenées. Le solde d'opinion est positif dans l'alimentaire et le matériel de transport. Pour ce dernier, la stabilité y prévaut néanmoins largement. La situation s'avère moins favorable dans les équipements électriques et électroniques.

Rentabilité

Les soldes d'opinion sont contrastés dans les autres produits industriels.

Dans les autres produits industriels, seule la chimie évoque une amélioration du solde d'opinion. À l'opposé, la rentabilité est dégradée dans le travail du bois et les matériaux non métalliques où le repli de la demande, notamment en provenance du BTP, s'accompagne d'une forte pression concurrentielle sur les prix de vente.

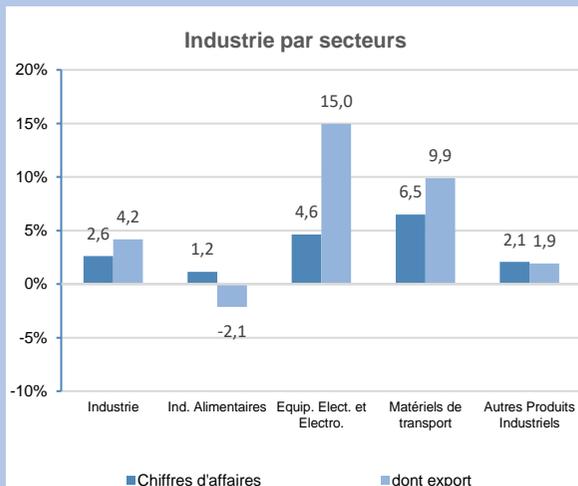
Rentabilité





14,4%
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires, dont export



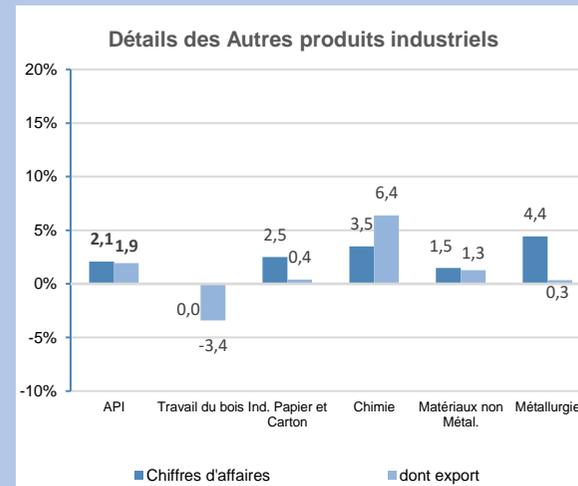
Les industriels tablent sur une amélioration modérée de leur chiffre d'affaires, portée par la plupart des segments. Le matériel de transport et plus particulièrement la construction aéronautique anticipe la plus forte progression, reflet d'un désengorgement espéré de la *supply chain*. La construction de bateaux enregistrerait en revanche un net repli, conséquence d'une demande en berne. Les Équipements électriques-électroniques portés par une progression de leurs exportations bénéficieraient également de la reprise de l'aéronautique. L'alimentaire se projette favorablement en dépit d'un repli de l'export.

Les exportations participeraient à l'amélioration des CA.

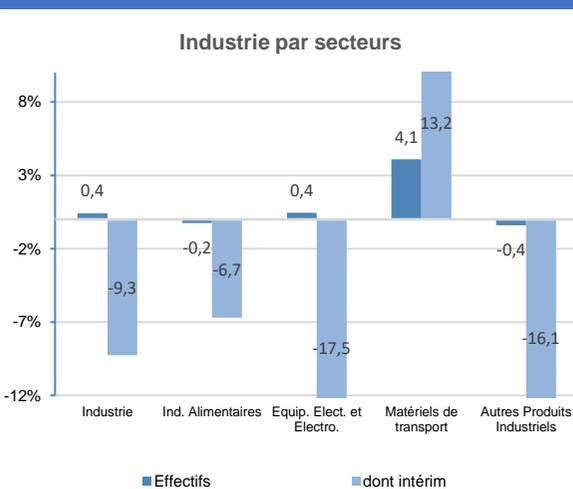
Chiffre d'affaires, dont export

Un redressement modéré des chiffres d'affaires des autres produits industriels est anticipé pour 2025, porté par la plupart des composantes. Seul le travail du bois au mieux maintiendrait son chiffre d'affaires. La métallurgie enregistrerait la plus forte progression de chiffre d'affaires, conséquence de la détente attendue de la *supply chain* aéronautique. Les autres segments sont plus réservés dans leurs projections.

Les API anticipent un chiffre d'affaires en hausse.



Perspectives



L'emploi permanent évoluerait peu.

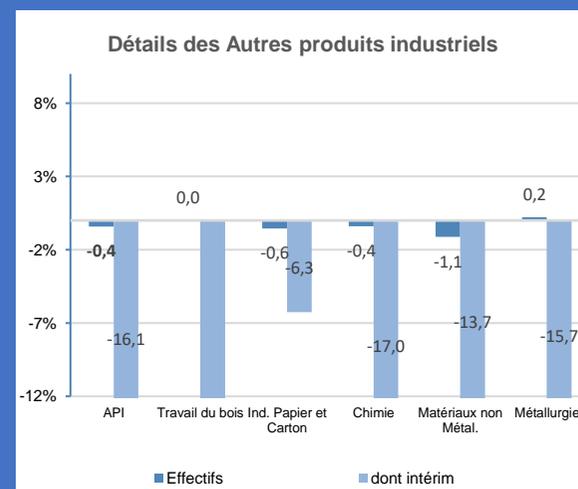
Les intentions d'embauche seraient légèrement positives pour 2025, portées principalement par les besoins de la filière aéronautique pour laquelle le renforcement de ses effectifs constitue un enjeu majeur. Cela devrait permettre de lever les freins à la production et ainsi répondre aux besoins de plus pressants des donneurs d'ordres. Globalement, les entreprises privilégieraient le renforcement des effectifs permanents au détriment de l'emploi intérimaire attendu baisser en 2025.

Effectifs, dont intérim

Les effectifs se tasseraient dans les API.

Après le net recul de 2024 (-2,3%), le repli de l'emploi serait plus mesuré dans les API. L'érosion se poursuit (-0,4%) mais de façon différenciée. L'emploi serait préservé dans le travail du bois et la métallurgie, les autres segments seraient en revanche moins bien orientés. À l'image des autres secteurs industriels, le maintien des effectifs pérennes au détriment de l'intérim serait privilégié.

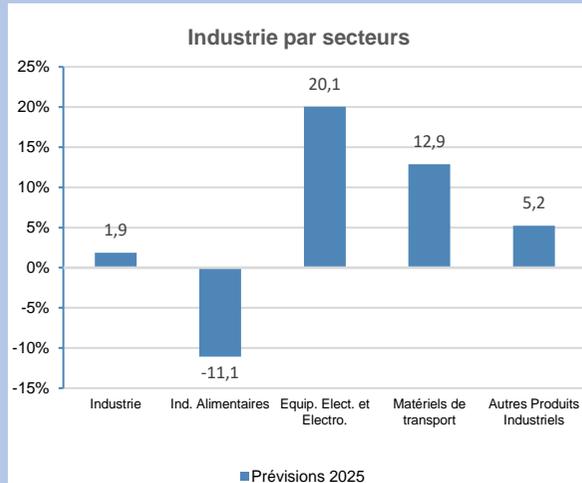
Effectifs, dont intérim





14,4%

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région



Investissements

Les programmes lancés en 2023/2024 dans le cadre de la transition énergétique seraient privilégiés dans la plupart des secteurs avec la volonté de gagner en autonomie et en réduction des coûts de l'énergie. Pour leur part, et compte tenu de la montée en cadence attendue dans la construction aéronautique spatiale et dans les équipements électriques électroniques les industriels adaptent, modernisent voire augmentent leurs capacités de production.

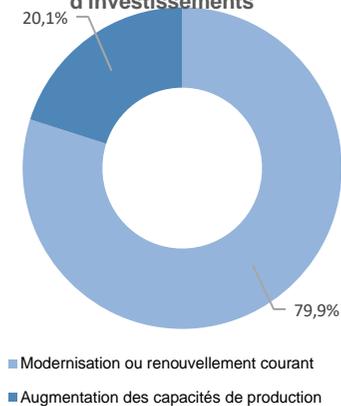
Un relatif maintien des investissements est envisagé.

Orientation des prévisions

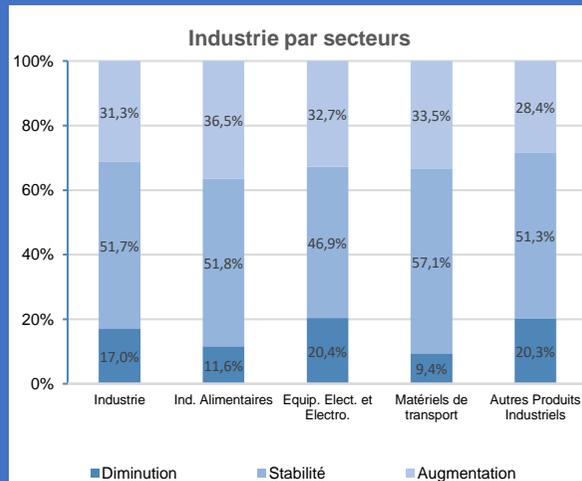
Les entreprises privilégient la modernisation ou le renouvellement courant de leurs moyens de production à l'augmentation de leurs capacités de production.

L'amélioration de la productivité est privilégiée au développement de la capacité de production.

Orientation des prévisions d'investissements



Perspectives



Une amélioration attendue de la rentabilité.

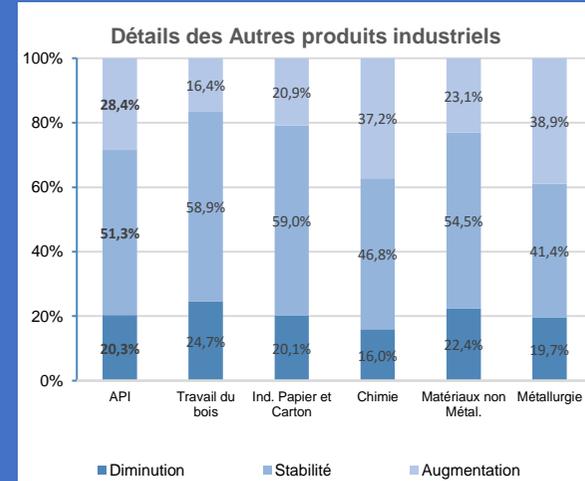
La rentabilité s'améliorerait globalement. Par ailleurs, plus de la moitié des effectifs seraient salariés d'une entreprise qui escompte maintenir sa rentabilité, voire l'apprécierait pour 2/3 d'entre eux. L'industrie alimentaire et la fabrication de matériels de transport ont la projection la plus favorable.

Rentabilité

Le solde d'opinion des API est positif.

Pour 2025, la plupart des branches des autres produits industriels affichent un solde d'opinion positif excepté pour le travail du bois pour lequel le solde d'opinion est à -8,3. Pour cette filière, le prix des matières premières y demeure élevé dans un contexte concurrentiel fort induit par une demande en berne. Plus largement, les chefs d'entreprise tablent sur un maintien de leur rentabilité

Rentabilité

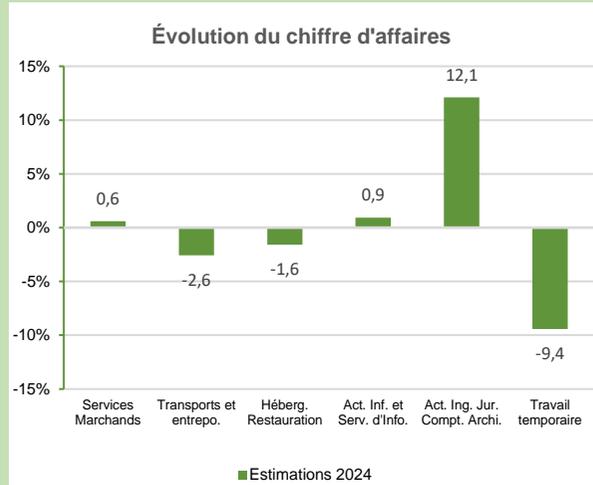




21,1%

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires



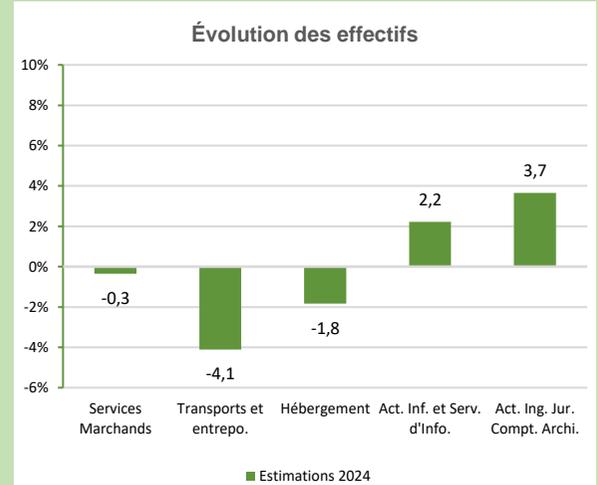
Les services maintiennent une dynamique favorable mais avec des évolutions différenciées. Les prestations d'ingénierie progressent sollicitées sur la transition énergétique des entreprises. L'informatique présente une évolution plus mesurée. L'hébergement-restauration s'inscrit en légère contraction avec l'hébergement en faible hausse et la restauration plus pénalisée par la météo. Le transport-entrepasage poursuit sa perte de volume. Le travail temporaire en net recul, fait face à une baisse significative de la demande.

L'augmentation de chiffre d'affaires est proche de la hausse des tarifs.

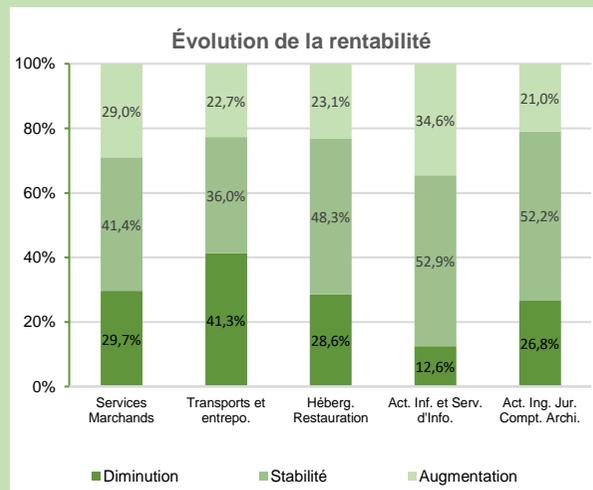
Effectifs

Les effectifs globalement évoluent peu mais le recours à l'intérim fléchit significativement. Le transport-entrepasage réduit le plus sensiblement ses effectifs, en lien avec la baisse des volumes transportés. L'emploi se contracte légèrement dans l'hébergement-restauration où les rotations de personnel sont importantes. Les secteurs informatique-service d'information et ingénierie-juridique-comptable confortent leurs effectifs en lien avec la progression de leur activité.

Les effectifs résistent en privilégiant les emplois permanents.



Bilan 2024



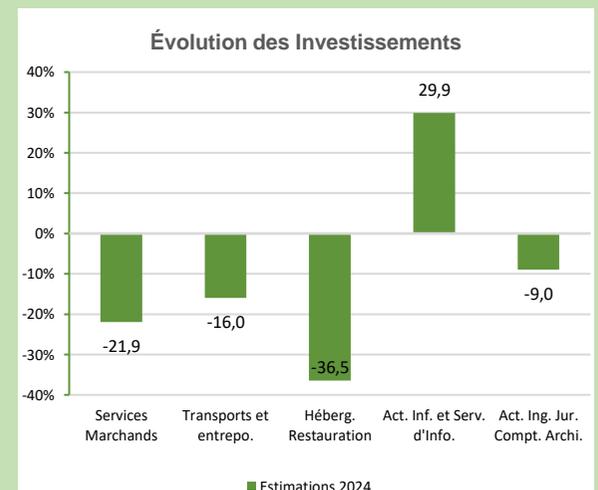
Au global, le solde d'opinion est proche de la neutralité.

Le solde d'opinion est défavorable dans le transport-entrepasage où dans un contexte de moindre volumes, la hausse des tarifs sur l'année n'a pas permis de couvrir l'augmentation des coûts. Le solde est également légèrement négatif dans l'hébergement-restauration en raison de la hausse des charges générales et en dépit des hausses tarifaires pratiquées. Pour les autres activités (informatique et ingénierie), où les évolutions de tarifs sont plus conséquentes, l'appréciation est plus favorable.

Rentabilité

Les investissements se révèlent moins actifs.

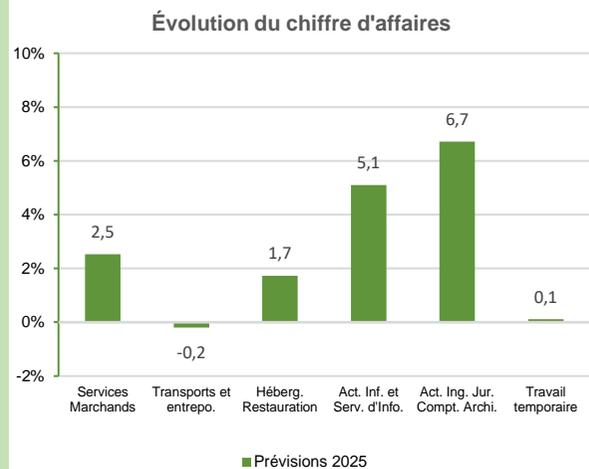
Les évolutions sont globalement en baisse en 2024 toutes activités confondues, à l'exception de celle de l'informatique-service d'information où les investissements restent favorablement orientés. Ils reculent dans l'hébergement-restauration, après les efforts conséquents des dernières années notamment pour les travaux de rénovation d'hôtels. Ils sont également en baisse dans le transport-entrepasage avec des ralentissements dans le renouvellement de flotte. L'évolution est également en retrait dans les activités spécialisées.



Investissements



21,1%
Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région



Chiffre d'affaires

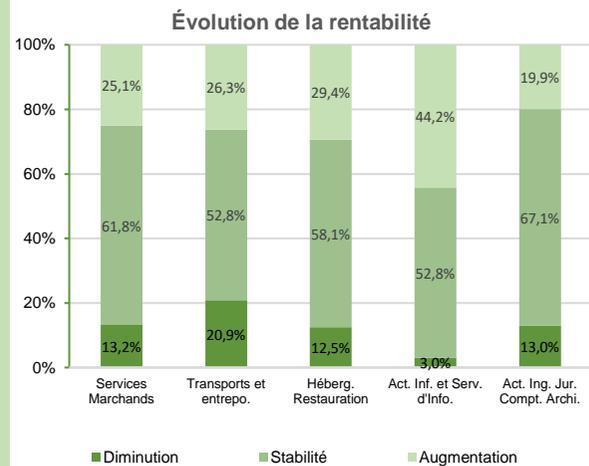
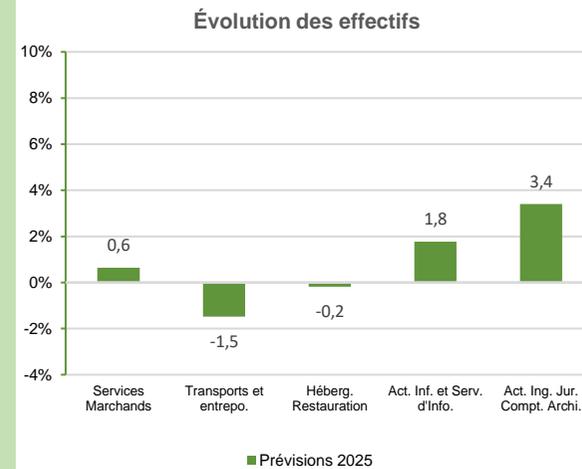
Les chiffres d'affaires devraient connaître une évolution plus positive et étendue à davantage de secteurs en 2025. Les services spécialisés dont l'ingénierie, tout comme les activités d'informatique-service d'information continueraient sur leur dynamique. L'hébergement-restauration se redresserait. Le transport-entreposage comme les agences de travail temporaire parviendraient à se maintenir.

Les chefs d'entreprise anticipent une consolidation du chiffre d'affaires.

Effectifs

L'emploi se redresserait en 2025, après des effectifs contenus en 2024. Alors que le transport-entreposage et, dans une moindre mesure l'hébergement-restauration réduiraient légèrement leurs effectifs, les autres activités (informatique-service d'information et ingénierie-juridique-comptable) poursuivraient le renforcement de leurs équipes, pour répondre à la hausse annoncée de l'activité.

Un renforcement de l'emploi est anticipé.



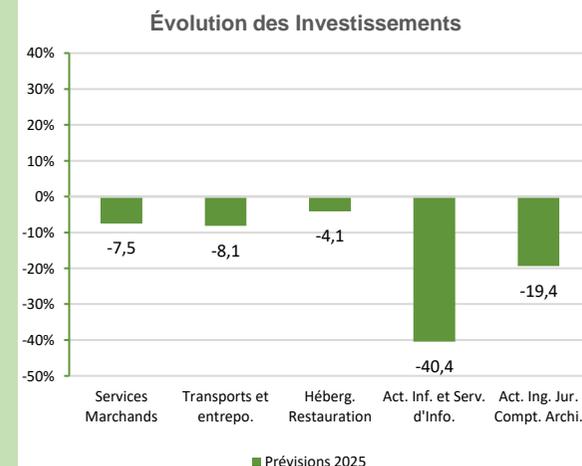
L'appréciation sur les rentabilités serait plus favorable que l'an passé.

Pour 2025, les anticipations sont plus favorables avec une hausse du chiffre d'affaires qui s'accompagnerait d'une amélioration de la rentabilité. Le solde d'opinion ressort positif, néanmoins 60% des dirigeants tablent sur un maintien.

Rentabilité

En 2025, les projets d'investissements se contracteraient.

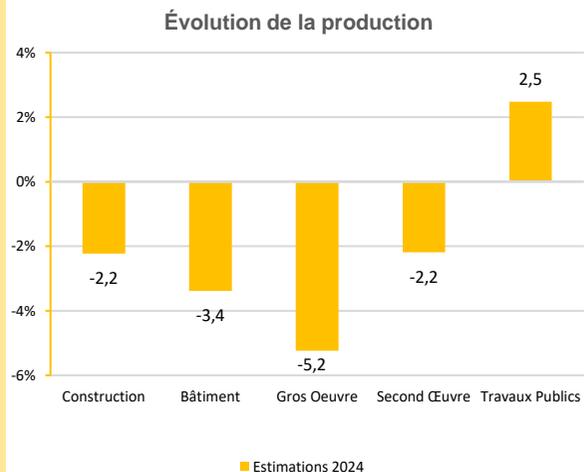
Les nouveaux projets d'investissement seraient moins actifs en 2025 pour la plupart des secteurs, traduisant le fort climat d'attentisme et d'incertitude observé sur la fin de l'année 2024. Dans le transport-entreposage, le renouvellement des flottes de camions serait moins soutenu que précédemment. Pour l'hébergement-restauration, les programmes de rénovation de chambres tendent également à être moins nombreux.



Investissements



9,4%
Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région



Production totale

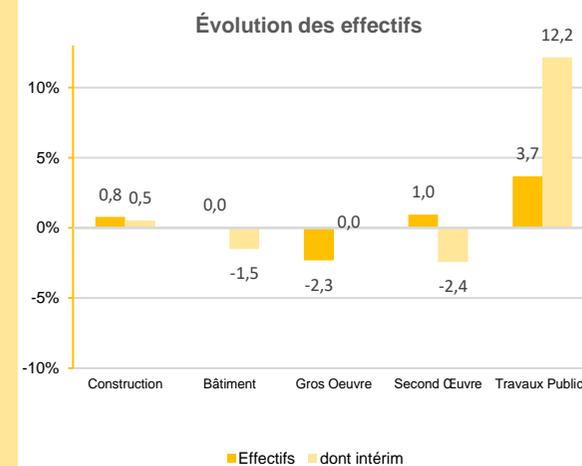
En 2024, le secteur du bâtiment connaît une baisse significative de sa production. Le gros œuvre est particulièrement touché, enregistrant un fort recul dans la construction de logements collectifs et individuels. Le second œuvre recule également en raison de changements réglementaires de MaPrime Rénov' et d'une baisse des transactions de logements anciens. En revanche, les travaux publics affichent une croissance, soutenus par la demande pour les aménagements industriels et les commandes publiques.

Le recul de la production tend à s'amplifier.

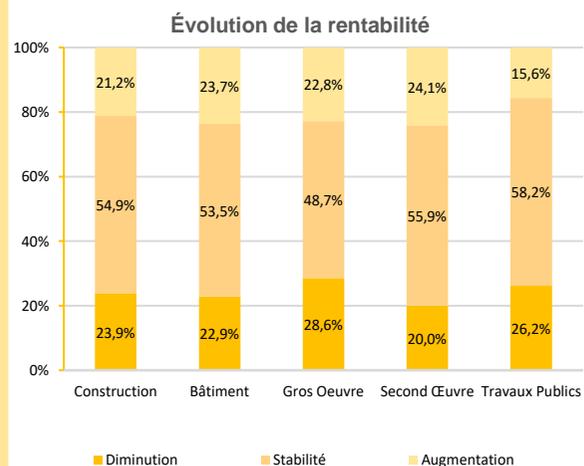
Effectifs, dont intérim

Les effectifs se contractent particulièrement dans le gros œuvre en lien avec la baisse d'activité. Pour le second œuvre l'emploi reste encore préservé en dépit du ralentissement de la demande. Un arbitrage net s'opère cependant avec une forte contraction du recours à l'intérim. Enfin, dans les travaux publics, pour lesquels les embauches sur les postes qualifiés semblent s'opérer avec un peu de moins de difficulté, les effectifs se renforcent.

Une quasi stabilité des effectifs se dégage mais masque des situations fortement différenciées.



Bilan 2024



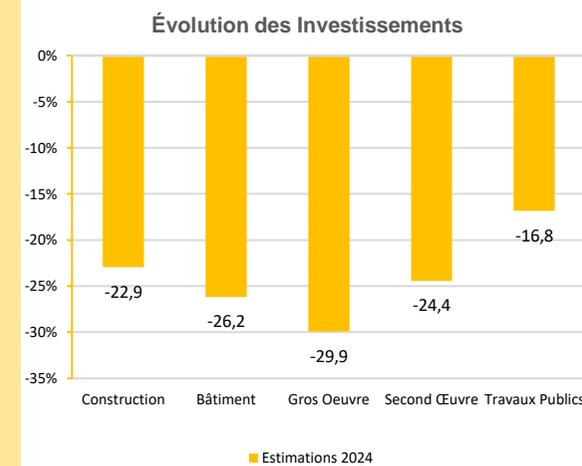
La rentabilité le plus souvent se maintiendrait.

L'appréciation, en solde d'opinion sur l'évolution de la rentabilité est plus particulièrement défavorable pour les travaux publics et le gros œuvre. Les prix des principaux matériaux de ces segments notamment le béton ont baissé moins rapidement que l'ensemble des coûts. Conjugués à des revalorisations de salaires négociées ils pèsent sur la rentabilité d'autant que les devis font l'objet d'une forte concurrence.

Rentabilité

Les investissements demeurent défavorablement orientés.

Depuis 2021, année qui avait profité à plein de l'effet report ou des annulations de nombreux programmes pendant la période Covid, les montants alloués tant à la modernisation des équipements qu'à la capacité de production se contractent, quels que soient les corps de métier. Les incertitudes dans la politique nationale et l'inconsistance des carnets de commandes y contribuent.

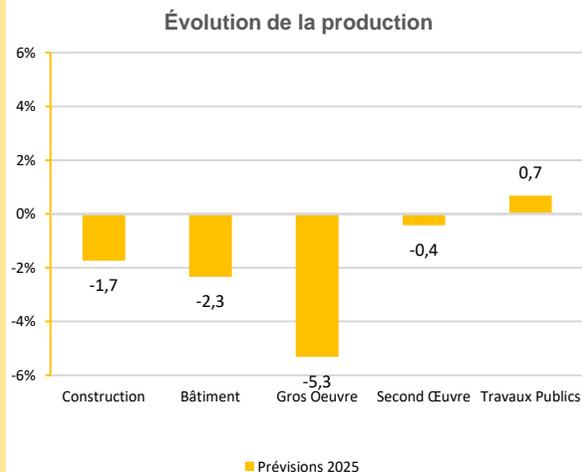


Investissements



9,4%

Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région



Production totale

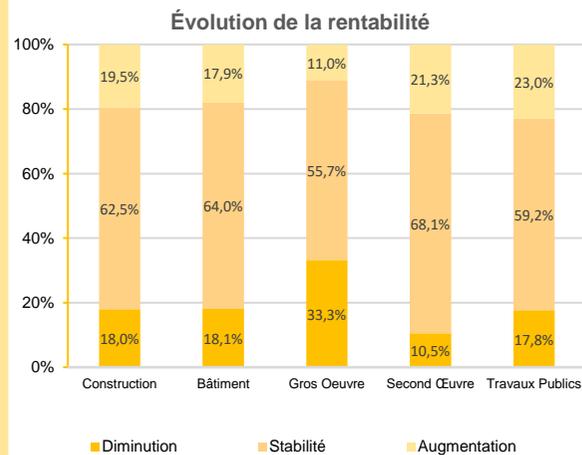
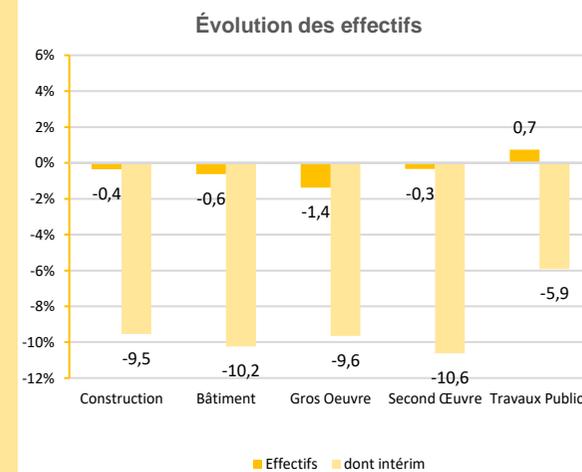
Le gros œuvre resterait particulièrement affecté, en raison du déclin des constructions de logements et du ralentissement des investissements industriels. Le second œuvre afficherait un recul moins prononcé qu'en 2024, bénéficiant des aides à la rénovation énergétique. Les travaux publics ralentiraient en raison d'une demande privée stagnante et d'un attentisme des collectivités locales.

La production dans la construction reculerait de nouveau en 2025.

Effectifs, dont intérim

Dans un contexte de nouvelle contraction de l'activité attendue, les effectifs globalement diminueraient très légèrement. La baisse se généraliserait à l'ensemble du bâtiment (gros œuvre et second œuvre) alors que l'emploi se maintiendrait dans les travaux publics. Le recours à l'intérim fléchirait dans tous les corps de métier. Les dirigeants privilégieraient le recrutement d'une main d'œuvre pérenne.

Une inflexion à la baisse se dessine pour les prévisions d'effectifs.



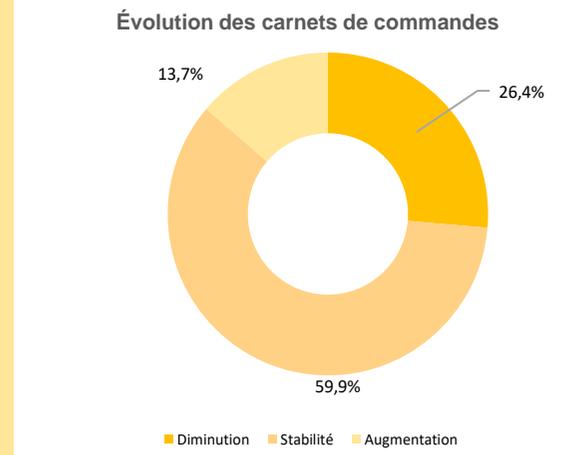
Le solde d'opinion apparaît très légèrement favorable.

Les 2/3 des effectifs seraient employés dans une entreprise qui espère maintenir sa rentabilité. Le solde d'opinion est très légèrement positif dans tous les corps de métier hormis le gros œuvre confronté à une concurrence exacerbée. Dans les travaux publics, la suppression de l'avantage fiscal sur le gazole non routier contribuerait à pénaliser les marges.

Rentabilité

Les carnets de commandes pourraient encore se dégrader.

Si une majorité des entreprises pondérées des effectifs tablent sur une stabilité de leur plan de charge, le solde d'opinion des chefs d'entreprise sur l'évolution des carnets de commandes se révèle de nouveau négatif. Leur niveau devrait rester proche de leur point bas historique.



Évolution des carnets de commandes



Méthodologie

La présente étude repose sur les réponses fournies volontairement par les responsables d'entreprises et établissements de la région, dans le cadre de l'enquête menée annuellement par la Banque de France.

Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité. N'ont été interrogées que les entités susceptibles de procurer des informations sur 3 exercices consécutifs (2023-2024-2025).

Les disparitions et créations d'entreprises ou d'activités nouvelles sont donc exclues du champ de l'enquête.

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux entreprises et établissements qui ont accepté de participer à l'enquête.

3 772 entreprises nous ont répondu. Elles représentent

Un effectif global de 278 000 personnes

Un chiffre d'affaires global de 49 000 M€

Industrie	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2023		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Industrie	1 378	150 566	216 196	69,6%
Ind Agricoles et Alimentaires	240	31 422	34 915	90,0%
Equip. Électri./électr. Autres machines	171	20 663	31 727	65,1%
Fab. Matériel de transport	66	26 061	31 013	84,0%
Fab. Autres produits industriels	854	70 264	111 095	63,2%
Industrie extractives	47	2 156	7 446	29,0%

Services Marchands	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2023		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Services marchands	1 441	84 561	315 898	26,8%
Transport et entreposage	392	27 510	64 049	43,0%
Hébergement et restauration	378	4 479	82 953	16,7%
Information et communication	79	7 676	28 381	26,9%
Act. Jur., compt., gest., architecture ...	278	15 963	58 364	27,3%

Construction	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2023		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total construction	953	42 990	140 816	30,5%
Bâtiment	779	29 607	111 964	26,4%
Gros oeuvre	234	10 010	31 433	31,8%
Second oeuvre	545	19 597	80 531	24,3%
Travaux publics	174	13 383	28 852	46,4%



Publications de la Banque de France

Catégorie	Titre
 Crédit	Crédits aux particuliers Accès des entreprises au crédit Crédits par taille d'entreprises Financement des SNF Taux d'endettement des ANF – Comparaisons internationales Crédits aux sociétés non financières
 Epargne	Taux de rémunération des dépôts bancaires Performance des OPC - France Épargne des ménages Évolutions monétaires France
 Chiffres clés France et étranger	Défaillances d'entreprises Principaux indicateurs économiques et financiers
 Conjoncture	Tendances régionales en Nouvelle Aquitaine Conjoncture Industrie, services et bâtiment Enquête sur le commerce de détail
 Balance des paiements	Balance des paiements de la France



**Banque de France
Service des Affaires Régionales**

13 rue Esprit des Lois CS 80001 - 33001 BORDEAUX CEDEX

☎ **05.56.00.29.61**

✉ Nouvelle-Aquitaine.conjoncture@banque-france.fr

Rédacteur en chef

David DURIEZ, Chef du département des Entreprises et
des Activités économiques régionales

Directeur de la publication

Marie-Agnès de CHERADE de MONTBRON, Directrice Régionale



NOUVELLE-
AQUITAINE